

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
Angela Zizzi, CPA

Date
1.1 25 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	6
État consolidé de la situation financière	7
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	8
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	12
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	38
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	40
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	41
Situation financière par organismes	42
Charges par objets	43
Fonds local d'investissement	44
Fonds local de solidarité	46
Excédent (déficit) accumulé	48
Avantages sociaux futurs	52

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	60
Analyse des charges consolidées	72

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Rapport des auditeurs indépendants

Au maire,
aux membre du comité exécutif et
aux membres du conseil municipal de la Ville de Laval

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Laval (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations – Redressement aux exercices antérieurs

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives au 1^{er} janvier 2024 et au 31 décembre 2024 ont été redressées afin de corriger une erreur relative à l'identification, à l'évaluation, à la comptabilisation et à la présentation de l'ensemble des passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisation qui faisait l'objet d'une réserve au rapport d'audit de l'exercice 2024 en raison d'une limitation au travail des auditeurs (voir paragraphe d'autres points). À notre avis, ces ajustements sont appropriés et ont été correctement effectués. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres points

Les états financiers de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 ont été audités par la Vérificatrice générale de la Ville de Laval et par Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., qui ont exprimé sur ces états financiers une opinion avec réserve le 29 avril 2025.

Informations autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport annuel sur la situation financière 2025, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport annuel sur la situation financière 2025 avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction de la Ville et de toute entité identifiée aux fins de l'audit (la « direction »), de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit de groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Ville pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
FCPA auditrice, permis de comptabilité publique no A11522
Laval, le 25 juin 2026

La vérificatrice générale de la Ville de Laval
France Lessard, FCPA, auditrice
Laval, 25 juin 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	943 896 600	938 438 098	909 964 655
Compensations tenant lieu de taxes	2	23 781 900	23 266 953	23 294 191
Quotes-parts	3			
Transferts	4	298 767 500	271 516 173	186 676 573
Services rendus	5	212 699 800	212 117 153	205 223 108
Imposition de droits	6	95 053 100	109 756 420	94 372 259
Amendes et pénalités	7	23 061 700	21 280 398	22 211 810
Revenus de placements de portefeuille	8	25 256 000	18 314 858	30 343 304
Autres revenus d'intérêts	9	4 970 900	7 034 827	6 582 668
Autres revenus	10	31 822 800	51 300 427	30 723 517
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 659 310 300	1 653 025 307	1 509 392 085
Charges				
Administration générale	14	202 613 400	174 158 973	188 562 222
Sécurité publique	15	256 672 400	265 852 043	263 294 435
Transport	16	481 105 800	529 255 888	502 415 922
Hygiène du milieu	17	223 123 300	233 505 060	233 460 870
Santé et bien-être	18	23 858 900	36 610 088	28 465 074
Aménagement, urbanisme et développement	19	43 561 100	42 778 037	41 756 022
Loisirs et culture	20	165 171 700	176 232 934	158 709 204
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	53 777 200	45 702 473	40 076 002
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 449 883 800	1 504 095 496	1 456 739 751
Excédent (déficit) lié aux activités	25	209 426 500	148 929 811	52 652 334
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		3 035 079 439	2 978 498 709
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			3 928 396
Solde redressé	28		3 035 079 439	2 982 427 105
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		3 184 009 250	3 035 079 439

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	192 552 951	188 481 050
Débiteurs (note 5)	2	607 779 206	517 520 086
Prêts (note 6)	3	2 283 900	1 342 704
Placements de portefeuille (note 7)	4	157 500 000	305 500 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	2 201 986	2 699 604
	8	962 318 043	1 015 543 444
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	47 320 868	18 054 459
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	419 467 385	412 797 256
Revenus reportés (note 11)	12	129 678 892	158 787 522
Dette à long terme (note 12)	13	1 216 740 310	1 122 002 531
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	26 535 895	54 672 421
Autres passifs (note 14)	15	30 854 662	32 171 839
	16	1 870 598 012	1 798 486 028
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(908 279 969)	(782 942 584)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	3 971 355 873	3 695 374 533
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	89 181 890	88 393 584
Stocks de fournitures	20	16 713 382	16 015 797
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	14 897 521	18 594 157
	23	4 092 148 666	3 818 378 071
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	3 183 868 697	3 035 435 487
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	3 184 009 250	3 035 079 439
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	(140 553)	356 048
	27	3 183 868 697	3 035 435 487
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	209 426 500	148 929 811	52 652 334
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	734 068 000)(	481 380 027)(	471 953 989)
Produit de cession	3	44 400	2 983 259	952 528
Amortissement	4	195 706 100	204 229 296	191 051 615
(Gain) perte sur cession	5		(1 813 868)	(423 822)
Réduction de valeur / Reclassement	6			11 367 657
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(538 317 500)	(275 981 340)	(269 006 011)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(788 306)	(2 712 929)
Variation des stocks de fournitures	10		(697 585)	(1 593 146)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		3 696 636	(52 547)
	13		2 210 745	(4 358 622)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		(496 601)	354 297
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(328 891 000)	(125 337 385)	(220 358 002)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(782 942 584)	(539 772 720)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			(22 811 862)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(782 942 584)	(562 584 582)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(908 279 969)	(782 942 584)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	356 048	1 751
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3		
Autres			
▪ Gains (pertes) de réévaluation non réalisées	4.1	(420 793)	210 461
▪ Instruments financiers dérivés	4.2	(75 808)	
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Autres	5.1		143 836
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	(496 601)	354 297
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	(140 553)	356 048

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	148 929 811	52 652 334
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	204 229 296	191 051 615
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	4.1	(1 813 868)	(423 822)
▪ Perte sur cession de placement	4.2	177 083	60 939
▪ Augmentation de valeur - placements	4.3	(412 919)	(420 608)
▪ Autres	4.4	109 403	11 597 712
	5	351 218 806	254 518 170
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(90 259 120)	(46 160 430)
Autres actifs financiers	7	141 570	362 334
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	15 466 688	47 508 115
Revenus reportés	9	(29 108 630)	13 796 584
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(28 136 526)	(9 393 349)
Propriétés destinées à la revente	11	(788 306)	(2 712 929)
Stocks de fournitures	12	(697 585)	(1 593 146)
Autres actifs non financiers	13	3 696 636	(52 547)
	14	221 533 533	256 272 802
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(491 743 719) (	455 804 988)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	2 983 259	952 528
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	() (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(488 760 460)	(454 852 460)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(1 300 000) (	603 000)
Remboursement ou cession	21	594 640	880 823
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(627 000 000) (	606 000 000)
Cession	23	775 000 000	698 500 000
	24	147 294 640	92 777 823
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	308 191 965	302 918 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(212 242 925) (	195 566 947)
Variation nette des emprunts temporaires	27	29 266 409	17 697 567
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(1 211 261)	(1 225 986)
Autres			
▪	29.1		
	30	124 004 188	123 822 634
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	4 071 901	18 020 799
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	188 481 050	170 460 251
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	188 481 050	170 460 251
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	192 552 951	188 481 050

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025

2024

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Laval est constituée en vertu la Charte de la Ville de Laval (1965, chapitre 89 et ses modifications) et est régie principalement par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés, lesquels sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice consolidé à des fins fiscales, présenté aux pages S13 et S14, et la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales, présentée aux pages S15 et S23.

Dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés et les renseignements complémentaires consolidés, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Laval et les organismes qu'elle contrôle, et l'expression « Administration municipale » désigne la Ville de Laval excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'Administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les opérations réciproques entre les organismes du périmètre et l'Administration municipale ont été éliminées aux fins de la présentation des informations financières consolidées.

Le périmètre comptable de l'Administration municipale comprend les organismes suivants :

- Société de transport de Laval
- La Cité de la culture et du sport de Laval

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés à titre de revenus, de charges, d'actifs, de droits contractuels, d'obligations contractuelles, d'actifs éventuels et de passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses utilisées par la Ville pour comptabiliser ou présenter certains éléments des états financiers consolidés reposent sur les données disponibles les plus fiables et les hypothèses les plus probables lors de l'établissement du rapport financier et font appel au jugement.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et pour réduction de valeur sur les placements, les revenus de taxation révisés, les droits de mutation immobilière non facturés, les transferts, les durées de vie utile des immobilisations corporelles aux fins d'amortissement, les provisions à l'égard des salaires, les hypothèses actuarielles liées aux avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard du passif au titre de l'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluations, des réclamations en justice, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et la juste valeur des instruments financiers.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût, et ultérieurement au coût après amortissement. Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse et des placements de portefeuille dont l'échéance initiale est de moins de trois mois suivant la date d'acquisition.

Débiteurs

Les créances sont comptabilisées au coût. Elles sont subséquemment ramenées à leur valeur de recouvrement nette, au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation annuelle de cette provision est imputée en charge à l'état consolidé des résultats.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les prêts sont présentés au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux effectif et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value en totalité ou en partie et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût moins une provision pour réduction de valeur si le placement subit une moins-value durable. Celle-ci est reflétée dans l'état consolidé des résultats et ne peut faire l'objet de reprise.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluations

La provision pour contestations d'évaluations représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts. Cela peut résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F.2.1)*.

Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

Lorsqu'il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant, de façon probable, relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à l'aide de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Revenus reportés

Les montants perçus en vue de l'acquisition et de l'aménagement des parcs, terrains de jeux et stationnement et pour la réfection du réseau routier sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

Les produits de loyers de base d'espaces commerciaux et d'identification perçus par anticipation par La Cité de la culture et du sport de Laval sont constatés à l'état consolidé des résultats selon la méthode linéaire sur la durée des contrats, lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les revenus de transfert provenant des gouvernements sont reportés lorsque les stipulations relatives à l'utilisation des ressources transférées ou reçues ou relatives aux actions à poser pour les conserver créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Lorsque ces stipulations sont générales, les actions ou les communications du gouvernement qui précisent ces stipulations avant la date des états financiers peuvent également créer un passif.

Dettes à long terme

Des dettes sont comptabilisées selon le montant encaissé au moment de l'émission, lequel est ajusté en fonction de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux d'intérêt effectif de chaque emprunt. Les frais d'émissions liés aux dettes à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts auxquels ils sont rattachés.

Les contrats de location auxquels la Ville est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui sont transférés, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition.

Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer cette valeur correspond au moindre du taux d'intérêt marginal de la Ville et du taux d'intérêt implicite du bail, s'il est possible de déterminer ce dernier. Nonobstant ce qui précède, le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisitions ne peut excéder la juste valeur du bien loué.

Les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Le solde non amorti des frais d'émission de la dette est inclus à la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée lorsque plusieurs conditions sont respectées, tels la présence d'une obligation juridiquement exécutoire qui contraint la Ville à réaliser des activités particulières liées à la mise hors service permanente d'une immobilisation nécessitant une sortie de ressources économiques; que l'obligation résulte de l'acquisition, de la construction, du développement, de la mise en valeur et/ou de l'utilisation normale de l'immobilisation; qu'il est prévu que les activités particulières de mise hors service soient réalisées et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des coûts relatifs à cette obligation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernées et amortis linéairement à compter de cet exercice jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service. L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance. Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations corporelles et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Ce coût inclut les intérêts sur les emprunts temporaires calculés jusqu'à la date de mise en service.

Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apport ou de donation par transfert d'un gouvernement, y compris celles acquises pour une valeur symbolique, sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'apport ou du transfert.

Les immobilisations corporelles louées sont comptabilisées au moindre de la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires ou de leur juste valeur marchande. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les œuvres d'art et les trésors historiques acquis à ce titre ou reçus par donation ne sont pas constatés à titre d'immobilisations corporelles aux états financiers de la Ville. Leur coût d'acquisition ainsi que les frais liés à leur conservation, à leur nettoyage et à leur restauration sont passés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont réalisés.

Les immobilisations corporelles sont essentiellement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	3 à 25 ans
Autres	10 ans

L'amortissement des véhicules de la Société de transport de Laval est calculé selon la méthode dégressive à des taux annuels de 22 % et de 30 %.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont mises en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite. Lorsqu'il est prévu que la mise hors service d'une immobilisation corporelle entraînera des frais, la Ville enregistre un passif correspondant au coût estimé pour cette mise hors service. La valeur comptable de l'immobilisation corporelle est augmentée du montant de ce passif et est amortie sur la durée de vie utile restante de cet actif jusqu'à son retrait permanent.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût réel. La portion de celles destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les autres actifs financiers lorsque l'actif est en état d'être vendu et qu'il y a un plan en place pour la vente de celui-ci.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif.

Les stocks désuets sont radiés.

F) Revenus

Les montants bruts des revenus sont comptabilisés afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques. Les revenus sont présentés en faisant abstraction des montants de TPS et de TVQ à percevoir et à remettre aux gouvernements.

Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste « Revenus reportés » et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées. Dans le cas d'ententes de transfert visant le remboursement de dépenses entre un gouvernement et la Ville, un revenu de transfert est enregistré pour les dépenses admissibles effectuées lorsqu'on a la preuve, à la date des états financiers, qu'une décision a été prise par le gouvernement cédant et qu'elle établit clairement qu'il a perdu son pouvoir discrétionnaire d'éviter d'effectuer le transfert.

Services rendus

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conformément aux modalités de l'entente concernant les services de transport collectifs pour l'année 2025, la rémunération de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) correspond aux coûts réels des prestations du service de transport collectif sur le territoire de la Société de transport de Laval. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes.

De plus, selon les modalités de l'entente de la prestation de la gestion de contrat déléguée, les revenus provenant de l'ARTM correspondent à une rémunération basée sur les coûts réels pour les équipements métropolitains et la billetterie. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes.

Revenus d'imposition de droits, de permis, d'amendes et de pénalités, d'intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et de pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé. Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière ; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les revenus générés par la vente de permis de construction sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque la Ville a rempli son obligation de prestation, c'est-à-dire après avoir complété l'examen de la demande, menant à la délivrance ou au refus du permis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

a) Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux et le programme d'allocation de retraite des cols bleus auxquels participe l'Administration municipale ainsi que les régimes de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

b) Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités ainsi que le coût du maintien des avantages lors de certaines absences prolongées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. S'ajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à l'aide du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'Administration municipale et de la Société de transport de Laval en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode de la valeur ajustée sur une période de quatre ans.

Les gains et les pertes actuariels pour les avantages de retraite des employés sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Pour les autres avantages, les gains et les pertes sont constatés immédiatement dans l'exercice au cours duquel ils se matérialisent.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis pour certains régimes non capitalisés fait l'objet, en contrepartie, d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir
S.O.

I) Instruments financiers
Instruments financiers dérivés

La Société de transport de Laval utilise périodiquement des contrats de *swaps* sur marchandises pour se protéger des fluctuations du prix du carburant. La Société de transport de Laval n'a pas recours à des instruments financiers à des fins spéculatives.

Les *swaps* sur marchandise sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que ces instruments se réalisent. Le gain ou la perte est alors reclassé dans l'état des résultats consolidé avec la charge relative à l'élément couvert.

J) Autres éléments
Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'investissement à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objets sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'Administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- Administration générale ;
- Sécurité publique ;
- Transport ;
- Hygiène du milieu ;
- Santé et bien-être ;
- Aménagement, urbanisme et développement ;
- Loisirs et culture ;
- Frais de financement.

Fonds réservés

La Ville a contracté des emprunts auprès du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et ministre responsable du Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de Fonds locaux de solidarité FTQ, dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La Ville a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La Ville utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Contributions aux organismes

Les contributions aux organismes sont constatées à titre de charges à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	93 167 498	104 739 423
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	99 385 453	83 741 627
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	192 552 951	188 481 050
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	192 552 951	188 481 050
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	160 201 334	71 134 332
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	65 359 000	67 383 000

Note

Les placements à court terme sont constitués de comptes d'investissements portant intérêt à des taux de 2,65 % à 3,20 % (de 3,65 % à 4,05 % au 31 décembre 2024) et sont encaissables en tout ou en partie, en tout temps ou après un préavis de 31 jours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	51 780 805	52 867 863
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	324 312 179	268 162 907
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	140 084 706	110 590 747
Organismes municipaux	13	10 095 755	10 569 522
Autres			
▪ Droits de mutation immobilière	14.1	37 489 579	30 698 261
▪ Autres	14.2	44 016 182	44 630 786
	15	607 779 206	517 520 086
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	150 758 077	171 159 083
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	150 758 077	171 159 083
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	15 768 548	15 293 524
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	98 557 341	9 695 301
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	82 785 836	170 770 405
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	21 897 989	34 067 491
Ministère de la Culture et des Communications	26	48 241 853	17 866 612
Autres ministères/organismes	27	72 829 160	35 763 098
	28	324 312 179	268 162 907

Note

En vertu d'ententes avec le gouvernement du Québec, la Ville recevra de ce dernier, sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'elle doit payer sur ces sommes.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ FLI	31.1	1 952 304	1 165 940
▪ FLS	31.2	331 596	176 764
	32	2 283 900	1 342 704
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	657 112	1 070 030

Note

Les prêts sont présentés au coût moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement. Celle-ci est reflétée dans l'état consolidé des résultats et ne peut faire l'objet d'une reprise.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	157 500 000	305 500 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	157 500 000	305 500 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	153 000 000	303 000 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les placements sont constitués de CPG portant intérêts à des taux de 3,10 % à 3,76 % et échéant à différentes dates de janvier à avril 2026 (3,75% à 6,08 % au 31 décembre 2024, échéant de janvier à novembre 2025).

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	2 201 986	2 343 556
Autres			
▪ Autres	42.1		356 048
	43	2 201 986	2 699 604

Note**9. Emprunts temporaires**

La Société de transport de Laval dispose d'une marge de crédit autorisée de 15 000 000 \$ auprès de la Banque Royale du Canada, au taux préférentiel de 4,45 % (5,45 % au 31 décembre 2024) et renégociable annuellement au 31 décembre 2025 et 2024, la marge de crédit était inutilisée.

La Société de transport de Laval dispose d'une marge de crédit autorisée de 79 636 219 \$ auprès de Financement Québec au taux moyen des bons du Trésor du Québec à 3 mois majorée de 0,02 %, soit 2,2 % (3,14 % en 2024), lui permettant de financer temporairement ses projets autorisés au plan d'immobilisation en transport collectif et en attente d'une lettre d'autorisation finale. Au 31 décembre 2025, un montant de 47 320 808 \$ était utilisé (18 054 459 \$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	139 937 379	150 883 603
Salaires et avantages sociaux	45	158 135 828	129 386 206
Dépôts et retenues de garantie	46	79 049 394	83 234 412
Provision pour contestations d'évaluation	47	6 031 138	1 670 297
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	48.1	7 762 273	7 097 143
▪ Réclamations (note 21)	48.2	22 076 114	27 477 009
▪ Logement social	48.3	4 085 443	10 590 032
▪ Provision pour remboursements de taxes	48.4	2 333 700	2 232 940
▪ Autres passifs	48.5	56 116	225 614
	49	419 467 385	412 797 256

Note

La provision pour contestations d'évaluations représente une estimation des remboursements de taxes comprenant le capital et les intérêts. Cela peut résulter de demandes de révision ou de jugements du Tribunal administratif du Québec.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52	3 788 186	4 795 435
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Plan climat	55.1	49 324 483	63 578 492
▪ Autres transferts	55.2	8 049 815	11 480 262
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	22 420 504	29 573 131
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	20 533 107	8 135 083
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	62.1	356 811	7 388 959
▪ Droits d'identification et loyers	62.2	20 145 737	21 314 527
▪ Transferts	62.3	688 635	8 206 740
▪ Recettes reportées diverses	62.4	4 371 614	4 314 893
	63	129 678 892	158 787 522

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	5,50	2026	2045	64	1 208 622 323	1 112 184 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		4,00	2029	2030	66	7 620 193	7 620 193
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,92	6,92	2037	2037	68	9 267 415	9 756 698
Autres					69		
					70	1 225 509 931	1 129 560 891
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (	8 769 621)(	7 558 360)
					72	1 216 740 310	1 122 002 531

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		151 958 331	1 149 403		153 107 734
2027	74		138 241 338	1 149 403		139 390 741
2028	75		128 421 687	1 149 403		129 571 090
2029	76		112 619 266	1 149 403	4 196 776	117 965 445
2030	77		92 687 275	1 149 403	3 423 417	97 260 095
2031 et plus	78		584 694 426	7 854 260		592 548 686
	79		1 208 622 323	13 601 275	7 620 193	1 229 843 791
Intérêts et frais accessoires	80			4 333 860)		4 333 860)
	81		1 208 622 323	9 267 415	7 620 193	1 225 509 931

Note

Les versements estimatifs n'incluent pas les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	114 419 078	81 745 678
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(140 954 973)	(136 418 099)
	84	(26 535 895)	(54 672 421)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	43 197 600	45 335 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	11 566 997	11 463 539
Régimes à cotisations déterminées	87	8 633 934	8 185 906
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	460 498	475 278
	90	63 859 029	65 459 723

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	1 352 250	2 900 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	29 361 859	29 271 839
Autres			
▪ Autres	93.1	140 553	
	94	30 854 662	32 171 839
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	29 271 839	24 549 497
Passifs engagés	96		2 848 847
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	966 785	1 057 428
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	(876 765)	816 067
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	29 361 859	29 271 839

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent principalement les activités de désamiantage de ses bâtiments, le démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers et la décontamination de terrains servant à un usage productif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les principales hypothèses utilisées pour ces obligations sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : de 3,5 % à 3,71 %
- Période d'actualisation : de 5 à 40 ans
- Taux d'inflation : 2,5 % à 3,1 %

La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les charges totales estimatives non actualisées rattachées aux activités de mise hors service sont de 27 456 274 \$ pour les activités de désamiantage de ses bâtiments, de 6 151 481 \$ pour le démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers et de 14 120 309 \$ la décontamination de terrains servant à un usage productif.

Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent les coûts estimés de mise hors service, le taux d'inflation de ces coûts, le taux d'actualisation ainsi que la période d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui s'y trouvent ainsi que de l'échéancier estimé des flux de trésorerie pour effectuer les travaux. Des modifications apportées aux principales hypothèses, à la technologie utilisée ou à la réglementation pourraient entraîner des changements importants à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	784 559 636	71 849 205	13 395 284	843 013 557
Eaux usées	102	1 064 134 056	30 856 880	8 318 167	1 086 672 769
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	1 139 033 287	102 309 767	31 529 490	1 209 813 564
Autres					
▪ Autres	104.1	325 206 481	31 788 880	13 713 440	343 281 921
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	969 499 135	36 004 275	4 336 380	1 001 167 030
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	335 947 444	21 346 184	19 493 265	337 800 363
Ameublement et équipement de bureau	109	118 239 225	15 630 901	13 526 098	120 344 028
Machinerie, outillage et équipement divers	110	199 411 288	53 670 389	6 019 621	247 062 056
Terrains	111	498 703 518	14 313 281	810 295	512 206 504
Autres	112				
	113	5 434 734 070	377 769 762	111 142 040	5 701 361 792
Immobilisations en cours	114	456 383 616	103 610 265		559 993 881
	115	5 891 117 686	481 380 027	111 142 040	6 261 355 673
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	302 098 980	22 796 609	13 395 284	311 500 305
Eaux usées	117	613 663 081	27 770 094	8 318 167	633 115 008
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	528 617 957	47 791 594	31 529 490	544 880 061
Autres					
▪ Autres	119.1	142 179 583	16 694 186	13 713 443	145 160 326
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	211 305 997	28 430 891	4 336 375	235 400 513
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	242 256 682	20 882 381	19 134 171	244 004 892
Ameublement et équipement de bureau	124	67 671 823	17 426 943	13 526 098	71 572 668
Machinerie, outillage et équipement divers	125	87 949 050	22 436 598	6 019 621	104 366 027
Autres	126				
	127	2 195 743 153	204 229 296	109 972 649	2 289 999 800
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	3 695 374 533			3 971 355 873
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	14 992 686			14 992 686
Amortissement cumulé	130	(6 403 726)	(374 817)	()	(6 778 543)
Valeur comptable nette	131	8 588 960			8 214 143

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Au 31 décembre 2025, un montant de 77 192 068 \$ (86 678 995 \$ au 31 décembre 2024), est présenté dans les créditeurs et charges à payer relativement à des acquisitions d'immobilisations et à des immobilisations en cours. Ces transactions n'ont eu aucun effet sur la trésorerie.

L'Administration municipale possède également et gère divers actifs naturels, notamment des milieux humides, des forêts urbaines, des cours d'eau et des friches, qui sont utilisés pour atténuer et gérer les risques liés au climat, ainsi que pour fournir des services aux résidents et aux entreprises, tels que la gestion des eaux pluviales, l'amélioration de la qualité de l'air, la séquestration et le stockage du carbone. Actuellement, les normes comptables du secteur public (NCSP) ne permettent pas la comptabilisation des actifs naturels en tant qu'actifs dans les états financiers d'une entité du secteur public. Cette divulgation a cependant été ajoutée à des fins d'exhaustivité, ainsi que pour démontrer l'engagement continu de la Ville dans la préservation de ses actifs naturels.

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	74 374 368	73 115 715
Immeubles industriels municipaux	133	16 942 098	16 942 098
Autres	134	67 410	679 327
	135	91 383 876	90 737 140
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	2 201 986	2 343 556
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	89 181 890	88 393 584

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

18. Autres actifs non financiers

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	7 806 942	11 121 624
Autres			
▪ Terrains à recevoir	144.1	5 935 983	5 935 983
▪ Dépôts pour acquisition d'immobilisations corporelles	144.2	1 132 524	1 536 550
▪ Autres	144.3	22 072	
	145	14 897 521	18 594 157

Note**19. Obligations contractuelles**

a) Au 31 décembre 2025, la Ville a des engagements relatifs aux charges de fonctionnement envers des tiers de 289 252 432 \$. Les versements des cinq prochains exercices s'élèvent à 101 592 022 \$ pour 2026, à 75 317 039 \$ pour 2027, à 56 905 837 \$ pour 2028, à 34 834 662 \$ pour 2029 et à 15 571 038 \$ pour 2030. Le solde de ces engagements s'échelonne jusqu'en 2038.

b) Au 31 décembre 2025, les engagements relatifs aux activités d'investissement envers des tiers totalisent 713 317 168 \$. De plus, les dépenses admissibles feront l'objet de subventions variant entre 40 % et 100 %, pour un total estimé de 249 028 469 \$.

20. Droits contractuels

En plus de ses engagements relatifs aux activités d'investissement, la Ville a conclu des ententes à long terme totalisant 43 254 758 \$. Les droits contractuels à percevoir au cours des 5 prochains exercices s'établissent à 4 781 240 \$ pour 2026, à 4 720 483 \$ pour 2027, à 3 691 246 \$ pour 2028, à 3 391 923 \$ pour 2029 et à 3 423 923 \$ pour 2030. Ces droits contractuels seront perçus jusqu'en 2041.

21. Passifs éventuels

.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
			2025	2024
Emprunts temporaires				
▪ Complexe Multi-Sports de Laval	146.1	8 400 000	3 072 714	3 497 521
	147	8 400 000	3 072 714	3 497 521
Dettes à long terme				
▪	148.1			
	149			
	150	8 400 000	3 072 714	3 497 521

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville a obtenu l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec de se porter caution pour le Complexe Multi-Sports de Laval inc. pour 8 400 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2025, le solde des prêts est de 3 072 714 \$ (3 497 521 \$ au 31 décembre 2024).

En vertu des dispositions de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (la CMM), de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et de la Loi sur le réseau de transport métropolitain (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de l'Administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ces organismes sont de 11 546 237 \$ pour la CMM, 23 539 000 \$ pour l'ARTM et 51 826 000 \$ pour EXO (8 323 936 \$ pour la CMM, 19 498 000 \$ pour l'ARTM et 51 972 000 \$ pour EXO au 31 décembre 2024).

B) Auto-assurance

La Ville pourvoit, par le biais de son budget de fonctionnement annuel ou d'une réserve, aux couvertures relatives à sa responsabilité civile, à sa responsabilité civile excédentaire (*umbrella*) ainsi qu'aux pertes matérielles de sa flotte automobile et de ses équipements qui ne sont pas couverts par une assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurances.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les réclamations pendantes envers l'Administration municipale s'élèvent à 350 020 189 \$. Une provision pour réclamations de 22 076 114 \$ a été comptabilisée. Cela représente la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce passif potentiel.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget de fonctionnement annuel, la réserve pour autoassurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Au 31 décembre 2025, des avis d'expropriation sont en attente d'audition au Tribunal administratif du Québec. L'indemnité définitive n'ayant pas été déterminée et étant difficilement estimable, aucune provision concernant les indemnités additionnelles qui pourraient être requises n'a été comptabilisée. La Ville est d'avis que le dénouement de cette situation n'aura aucune incidence sur son état des résultats et aucune incidence défavorable sur sa situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville possède des terrains potentiellement contaminés ou présentant un risque de contamination et pour lesquels des études de caractérisation seront effectuées au moment opportun. Ces études pourraient démontrer la nécessité de procéder à des travaux de réhabilitation afin de rendre les sites conformes. Aucun passif n'est comptabilisé étant donné qu'il n'est pas possible de déterminer si les changements d'usage nécessiteront une décontamination et de ce fait il est impossible d'évaluer les coûts.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1^{er} janvier 2023, la Ville a appliqué la norme SP 3280 Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations selon la méthode rétroactive modifiée. Toutefois, pour les exercices 2023 et 2024, la Ville n'avait pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice 2025, la Ville a évalué et comptabilisé le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 1^{er} janvier 2023. Ceci a entraîné un retraitement des exercices antérieurs et a généré, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les ajustements suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Solde avant redressement	Augmentation (diminution) \$	Solde après redressement
État consolidé de la situation financière			
Valeur comptable nette des immobilisations corporelles	3 669 756 095	25 618 438	3 695 374 533
Autres passifs	8 532 604	23 639 235	32 171 839
Excédent (déficit) accumulé	3 033 456 284	1 979 203	3 035 435 487
État consolidé des résultats			
Charges			
Administration générale	187 734 849	827 373	188 562 222
Amortissement des immobilisations corporelles	189 929 795	1 121 820	191 051 615
Excédent (déficit) lié aux activités	54 601 527	(1 949 193)	52 652 334
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	2 978 498 709	(3 928 396)	2 982 427 105

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le conseil municipal reclassé aux fins de comparaison.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politique, de procédure ni de pratique de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée lorsque nécessaire, et elle est fondée sur leurs valeurs de réalisation estimative. La valeur comptable des principaux actifs de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit. La chronologie des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit.

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Débiteurs en souffrance		
Moins d'un an	75 276 301	69 223 704
Entre un an et deux ans	3 419 639	3 596 922
Entre deux et trois ans	2 453 560	1 969 418
Plus de trois ans	9 541 917	9 596 423
Sous-total	90 691 417	84 386 467
Moins : provision pour créances douteuses	15 219 717	14 869 535
Total	75 471 700	69 516 932

La variation de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit.

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Solde au début	14 869 535	14 122 592
Perte de valeur comptabilisée aux résultats	1 150 038	775 715
Montants radiés	(799 856)	(24 679)
Montants recouvrés	-	(4 093)
Solde à la fin	15 219 717	14 869 535

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit.

	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 3 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>
Créditeurs et charges à payer	308 239 176	111 228 209	-	-
Emprunts temporaires	47 320 868	-	-	-
Dettes à long terme	191 342 192	333 086 600	248 430 694	619 723 458
Autres passifs financiers	-	-	4 371 554	23 353 188
Total	546 902 236	444 314 809	252 802 248	643 076 646

La Société de transport de Laval a également conclu des contrats de *swaps* de marchandises pour couvrir les fluctuations de prix du carburant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	
	Notionnel	Valeur comptable
	(litre)	\$
Moins de 1 an au taux moyen de 0,83 \$ / litre	2 250 000	(140 553)

27. Fonds de roulement

La Société de transport de Laval possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 180 000 \$ (1 180 000 \$ en 2024). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet d'une taxation différée. Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'Administration municipale et la Société de transport de Laval et sont amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

a) Mesures d'allègement fiscal liées aux avantages sociaux futurs :

- Déficit initial au 1^{er} janvier 2007 :

Dans le cas des régimes capitalisés, le déficit initial est amorti de façon progressive sur la DMERCA des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, il est amorti sur la DMERCA des salariés participants à compter de l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

- Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007 :

Dans le cas des régimes non capitalisés, l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis n'est pas amorti.

b) Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

29. Récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manoeuvres dolosives dans le cadre

Le 1^{er} avril 2015, la Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manoeuvres dolosives dans le cadre de contrats publics est entrée en vigueur. La Ville s'est prévalué de cet outil législatif afin de récupérer des sommes payées en trop dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution et de la gestion des contrats, pour la période du 15 décembre 1997 au 15 décembre 2017, selon les dispositions applicables.

À la suite de l'entrée en vigueur du chapitre III de la Loi, la Ville peut tenter des procédures civiles en vue de récupérer des sommes injustement perçues. À ce sujet, les enquêteurs et les avocats de la Ville continuent leurs démarches en vue d'en récupérer le plus possible.

En 2025, la Ville a récupéré une somme totalisant 1,0 M\$ (en 2024, 2,0 M\$ ont été récupérés).

Les sommes remboursées ne peuvent être appliquées à des dépenses de fonctionnement précises ou rattachées à des immobilisations corporelles. Par conséquent, elles ont été comptabilisées dans les activités de fonctionnement - autres revenus.

30. Information relative aux apparentés

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents ainsi qu'aux entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont le maire, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'Administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
		Redressé note 24				
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	909 964 655	943 896 600	938 438 098		938 438 098
Compensations tenant lieu de taxes	2	23 294 191	23 781 900	23 266 953		23 266 953
Quotes-parts	3					
Transferts	4	73 922 555	79 458 800	95 015 780		857 461
Services rendus	5	13 119 260	15 843 700	15 323 809		197 770 968
Imposition de droits	6	94 372 259	95 053 100	100 498 058		
Amendes et pénalités	7	22 211 810	23 061 700	21 280 398		
Revenus de placements de portefeuille	8	30 343 304	25 256 000	18 314 858		
Autres revenus d'intérêts	9	5 913 564	4 587 300	6 437 824		1 454 323
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		8 547 000	9 898 886		
Autres	11	16 742 949	10 013 900	14 487 092		1 659 932
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	1 189 884 547	1 229 500 000	1 242 961 756		201 742 684
						1 442 869 496
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	70 496 806	94 536 200	149 771 241		25 871 691
Imposition de droits	17			9 258 362		
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	4 358 210	4 500 000	14 309 565		
Autres	19	7 859 631	7 200 000	10 944 952		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	82 714 647	106 236 200	184 284 120		25 871 691
	23	1 272 599 194	1 335 736 200	1 427 245 876		227 614 375
						210 155 811
						1 653 025 307

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
		Redressé note 24				Total consolidé ¹
Revenus	24	1 272 599 194	1 335 736 200	1 427 245 876		227 614 375
Charges						
Administration générale	25	173 244 608	159 770 000	158 752 699	15 406 274	174 158 973
Sécurité publique	26	253 707 441	245 255 100	253 448 281	12 403 762	265 852 043
Transport	27	240 402 610	235 470 100	263 162 511	63 191 740	202 901 637
Hygiène du milieu	28	175 850 919	167 405 300	172 972 835	60 532 225	233 505 060
Santé et bien-être	29	28 465 074	23 858 900	36 610 088		36 610 088
Aménagement, urbanisme et développement	30	40 920 800	42 821 500	41 974 564	803 473	42 778 037
Loisirs et culture	31	125 706 573	130 158 500	135 622 681	30 129 389	14 060 228
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	36 977 603	47 968 600	42 933 626		3 626 167
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	165 706 541	167 955 100	182 466 863 (	182 466 863)	
	36	1 240 982 169	1 220 663 100	1 287 944 148		220 588 032
Excédent (déficit) lié aux activités	37	31 617 025	115 073 100	139 301 728		7 026 343
						148 929 811

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24				
Excédent (déficit) lié aux activités	1	31 617 025	115 073 100	139 301 728	7 026 343	148 929 811
Moins : revenus d'investissement	2 (	82 714 647) (	106 236 200) (	184 284 120) (	25 871 691) (	210 155 811)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(51 097 622)	8 836 900	(44 982 392)	(18 845 348)	(61 226 000)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	165 706 541	167 955 100	182 466 863	24 364 173	204 229 296
Produit de cession	5	929 118		2 963 805	19 454	2 983 259
(Gain) perte sur cession	6	(492 935)		(2 153 510)	339 642	(1 813 868)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	166 142 724	167 955 100	183 277 158	24 723 269	205 398 687
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 712 275		83 801		83 801
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 712 275		83 801		83 801
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	2 983 111		2 757 813		594 640
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	60 939		177 083		177 083
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(420 608)		(412 919)		(412 919)
	15	2 623 442		2 521 977		358 804
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	17 418 033		3 049 026	68 380	3 117 406
Remboursement de la dette à long terme	17 (	100 229 921) (	119 299 500) (	119 521 000) (	4 027 300) (	121 385 127)
	18	(82 811 888)	(119 299 500)	(116 471 974)	(3 958 920)	(118 267 721)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	32 772 929) (	43 320 100) (	32 901 059) (	684 269) (	33 585 328)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	7 448 200		3 527 343		3 527 343
Excédent de fonctionnement affecté	21	8 997 705	17 162 500	15 518 637		15 518 637
Réserves financières et fonds réservés	22	(21 261 107)	(27 436 000)	(20 417 393)	(126 340)	(20 543 733)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	8 236 133	(3 898 900)	(1 430 480)	578 838	(851 642)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(29 351 998)	(57 492 500)	(35 702 952)	(231 771)	(35 934 723)
	26	58 314 555	(8 836 900)	33 708 010	20 532 578	51 638 848
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	7 216 933		(11 274 382)	1 687 230	(9 587 152)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	82 714 647	184 284 120	25 871 691	210 155 811
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	34 712 245)(	56 683 719)(	4 356 082)(	61 039 801)
Sécurité publique	3 (	24 647 215)(	20 779 992)(	)	20 779 992)
Transport	4 (	117 455 540)(	139 053 879)(	61 430 944)(	200 484 823)
Hygiène du milieu	5 (	80 442 041)(	90 381 252)(	)	90 381 252)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	620 420)(	172 181)(	)	172 181)
Loisirs et culture	8 (	93 152 330)(	107 294 919)(	1 227 059)(	108 521 978)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	351 029 791)(	414 365 942)(	67 014 085)(	481 380 027)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	4 062 870)(	730 537)(	)	730 537)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	603 000)(	1 300 000)(	)	1 300 000)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	221 587 716	233 173 554	3 606 654	236 780 208
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	32 772 929	32 901 059	684 269	33 585 328
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	13 889 560	1 035 460	877 114	1 912 574
Réserves financières et fonds réservés	18	51 832 990	73 538 091		73 538 091
	19	98 495 479	107 474 610	1 561 383	109 035 993
	20	(35 612 466)	(75 748 315)	(61 846 048)	(137 594 363)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	47 102 181	108 535 805	(35 974 357)	72 561 448

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	2025	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	127 684 785	127 984 813	64 568 138	192 552 951
Débiteurs (note 5)	2	386 396 695	515 705 581	92 073 625	607 779 206
Prêts (note 6)	3	33 158 959	31 936 982		2 283 900
Placements de portefeuille (note 7)	4	303 000 000	153 000 000	4 500 000	157 500 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	2 343 556	2 201 986		2 201 986
	8	852 583 995	830 829 362	161 141 763	962 318 043
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			47 320 868	47 320 868
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	351 266 659	362 431 953	57 035 432	419 467 385
Revenus reportés (note 11)	12	130 278 696	109 214 266	20 464 626	129 678 892
Dette à long terme (note 12)	13	1 053 408 243	1 162 031 250	84 362 142	1 216 740 310
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	37 401 821	7 158 195	19 377 700	26 535 895
Autres passifs (note 14)	15	26 539 235	25 848 867	5 005 795	30 854 662
	16	1 598 894 654	1 666 684 531	233 566 563	1 870 598 012
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(746 310 659)	(835 855 169)	(72 424 800)	(908 279 969)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	3 318 552 351	3 549 641 135	504 308 199	3 971 355 873
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	88 393 584	89 181 890		89 181 890
Stocks de fournitures	20	10 541 354	10 778 985	5 934 397	16 713 382
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	16 591 113	13 322 630	1 574 891	14 897 521
	23	3 434 078 402	3 662 924 640	511 817 487	4 092 148 666
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	42 553 649	28 204 206	(39 164 348)	(10 960 142)
Excédent de fonctionnement affecté	25	61 306 421	43 414 612	46 719 118	90 133 730
Réserves financières et fonds réservés	26	199 096 873	155 021 748	1 149 654	156 171 402
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	172 222 025) (	166 641 295) (	28 682 942) (	195 324 237)
Financement des investissements en cours	28	54 486 631	154 862 293	(12 136 411)	142 725 882
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	2 502 546 194	2 612 207 907	471 648 169	3 001 262 615
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			(140 553)	(140 553)
	31	2 687 767 743	2 827 069 471	439 392 687	3 183 868 697
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Redressé note 24					
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	243 800	262 351	262 351	249 024
Autre	2	460 725 700	491 675 500	598 846 284	576 465 261
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	66 300	70 834	70 834	66 165
Autres	4	109 806 900	119 390 732	142 957 550	139 212 243
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	260 951 800	289 407 676	350 290 142	339 602 193
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	39 060 000	39 464 719	40 362 612	34 715 459
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	4 156 000		857 461	1 043 249
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	4 752 600	3 468 907	4 482 400	4 317 294
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	123 137 500	122 788 468	122 788 468	118 564 000
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	33 980 700	38 174 337	38 174 337	30 253 721
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	167 955 100	182 466 863	204 229 296	191 051 615
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Divers	21.1	15 826 700	773 761	773 761	21 199 527
	22	1 220 663 100	1 287 944 148	1 504 095 496	1 456 739 751

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	327 792	438 792
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	103 895	119 518
Autres revenus	3	31 698	12 739
	4	463 385	571 049
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5	177 083	60 939
Variation de la provision pour moins-value	6	(405 656)	(417 149)
Autres créances douteuses	7	1 292	(171)
	8	(227 281)	(356 381)
Autres charges	9		
	10	(227 281)	(356 381)
Excédent (déficit) de l'exercice	11	690 666	927 430
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	8 841 529	2 919 434
Placements de portefeuille	13		6 000 000
Débiteurs	14	20 661	35 379
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	2 567 380	2 186 671
Provision pour moins-value	16	(615 076)	(1 020 731)
	17	1 952 304	1 165 940
	18	10 814 494	10 120 753
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	500	500
Revenus reportés	20	3 075	
Dette à long terme	21	7 605 193	7 605 193
	22	7 608 768	7 605 693
Solde du Fonds local d'investissement	23	3 205 726	2 515 060
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	8 542 479	8 845 184
Supportant les engagements de prêts	25	299 050	74 250
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	8 841 529	8 919 434

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement estimées par la direction. Les radiations sont déterminées par la direction selon des éléments probants.

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme est constituée de deux prêts du gouvernement du Québec. Un prêt FLI de 4 196 776 \$ sans intérêt et sans remboursement avant le 31 décembre 2029 et d'un prêt programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) de 3 408 417\$ dans intérêt et sans remboursement avant le 31 mars 2030. Les sommes octroyées sous la forme de pardon de prêt aux entreprises via le volet AERAM ne feront pas l'objet d'un remboursement au gouvernement du prêt PAUPME.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Le FLI s'est engagé à effectuer des investissements additionnels de 299 050 \$. Les déboursés de ces investissements sont sujets à des conditions futures qui pourraient ne pas se matérialiser.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

s/o

Note sur les autres revenus et les autres charges

s/o

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	9 740	17 066
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	21 283	16 749
Autres revenus	3	(251)	75
	4	30 772	33 890
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5	(95)	271
Variation de la provision pour moins-value	6	(7 263)	(3 417)
Autres créances douteuses	7		
	8	(7 358)	(3 146)
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	600
Autres charges	10		
	11	(6 758)	(2 546)
Excédent (déficit) de l'exercice	12	37 530	36 436
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	207 111	324 931
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	3 545	3 027
Prêts aux entreprises	16	373 632	226 063
Provision pour moins-value	17	(42 036)	(49 299)
	18	331 596	176 764
	19	542 252	504 722
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	152	152
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 000
	23	15 152	15 152
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	331 596	176 764
Excédent (déficit) non affecté	25	195 504	312 806
	26	527 100	489 570
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	121 161	316 681
Supportant les engagements de prêts	28	85 950	8 250
	29	207 111	324 931

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement estimées par la direction. Les radiations sont déterminées par la direction selon des éléments probants.

Note sur la dette à long terme

Emprunt sans garantie de Fonds locaux de solidarité FTQ au taux de 4 % (15 000 \$).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Le fonds s'est engagé à effectuer des investissements de 85 950 \$. Les déboursés de ces investissements sont sujets à des conditions futures qui pourraient ne pas se matérialiser.

Note sur les autres revenus et les autres charges

s/o

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(10 960 142)	6 174 580
Excédent de fonctionnement affecté	2	90 133 730	104 430 145
Réserves financières et fonds réservés	3	156 171 402	200 096 123
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	195 324 237)(	200 326 129)
Financement des investissements en cours	5	142 725 882	78 348 641
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	3 001 262 615	2 846 356 079
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	(140 553)	356 048
	8	3 183 868 697	3 035 435 487
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	28 204 206	42 553 649
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(39 164 348)	(36 379 069)
	11	(10 960 142)	6 174 580
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Autoassurance	12.1	8 826 254	9 596 718
▪ Équilibre budgétaire	12.2		16 500 000
▪ Commission scolaire de Laval	12.3	2 437 500	2 600 000
▪ Option d'achat d'immeuble	12.4		98 047
▪ Développement économique	12.5	4 517 612	4 494 014
▪ Logement social	12.6	4 805 599	5 111 702
▪ Contrat de service informatique	12.7	957 167	
▪ Projets structurants	12.8	21 870 480	22 905 940
	13	43 414 612	61 306 421
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Projets d'investissement	14.1	27 290 045	28 148 941
▪ Équilibre budgétaire	14.2	19 429 073	14 974 783
	15	46 719 118	43 123 724
	16	90 133 730	104 430 145

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪ Paiement comptant des immobilisations	18.1	1 222 449	9 033 030
▪ Service de l'eau	18.2	121 070 691	150 299 862
▪ Honoraires professionnels	18.3	1 147 216	1 756 550
▪ Stabilisation des dépenses fluctuantes	18.4	12 581 271	18 047 611
▪ Réduction d'émissions de gaz à effet de serre	18.5	1 828 696	1 268 715
▪ Place Souvenir	18.6	79 348	88 142
	19	137 929 671	180 493 910
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24	807 840	681 500
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		115 300
Organismes contrôlés et partenariats	26	341 814	317 750
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29	8 858 615	8 954 313
Fonds local de solidarité	30	210 504	327 807
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	819 375	3 166 554
Autres			
▪ Remembrement agricole et Remise en culture	32.1	5 654 338	5 258 808
▪ Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	32.2	1 549 245	780 181
	33	18 241 731	19 602 213
	34	156 171 402	200 096 123

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	13 118 385)(	15 053 057)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	44 407 700)(	46 827 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	6 135 120)(	6 902 010)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	86 646 350)(	82 467 150)
	41 (	150 307 555)(	151 249 217)
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	29 361 859)(	29 271 839)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪ Autres	45.1 (	)(	)
	46 (	179 669 414)(	180 521 056)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	7 620 193)(	7 620 193)
Autres			
▪ Autres financements	54.1 (	10 318 531)(	13 527 584)
	55 (	17 938 724)(	21 147 777)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	2 283 901	1 342 704
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	2 283 901	1 342 704
	62 (	195 324 237)(	200 326 129)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	288 836 622	228 380 611
Investissements à financer	64 (	146 110 740)(	150 031 970)
	65	142 725 882	78 348 641
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	3 971 355 873	3 695 374 533
Propriétés destinées à la revente	67	91 383 876	90 737 140
Prêts	68	2 283 900	1 342 704
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	4 065 023 649	3 787 454 377
Ajustements aux éléments d'actif	72	(2 315 569)	(1 374 372)
	73	4 062 708 080	3 786 080 005
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	1 216 740 310)(	1 122 002 531)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	8 769 621)(	7 558 360)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	150 758 077	171 159 083
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	17 938 724	21 147 777
	79 (	1 056 813 130)(	937 254 031)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	4 632 335)(	2 469 895)
	81 (	1 061 445 465)(	939 723 926)
	82	3 001 262 615	2 846 356 079

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	7
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Laval et le régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R-15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour l'Administration municipale et de la moyenne des cinq meilleures années consécutives de rémunération pour la Société de transport de Laval. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

Les employés-cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval bénéficient également d'un programme d'allocation de retraite. Le programme d'allocation de retraite est un régime non capitalisé à prestations déterminées fournissant une rente supplémentaire à certains employés. Cette rente représente l'excédent de la rente déterminée au régime de retraite, sans tenir compte des limites fiscales imposées par la loi de l'impôt sur celle du régime de retraite en tenant compte de ces limites. Pour ce régime, seul l'employeur est responsable du financement.

Les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite aux fins de la capitalisation ont été effectuées au 31 décembre 2024 pour les régimes des pompiers, des employés de bureau, des professionnels, des employés non-syndiqués, des policiers et la Société de transport de Laval et au 31 décembre 2023 pour les cols bleus.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	81 745 678	68 953 978
Charge de l'exercice	4 (	43 197 600)(	45 335 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	75 871 000	58 126 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	114 419 078	81 745 678
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	2 331 419 051	2 212 020 006
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	2 321 804 400)(	2 215 510 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	9 614 651	(3 490 594)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	104 804 427	85 236 272
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	114 419 078	81 745 678
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	114 419 078	81 745 678
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	89 648 300	651 363 900
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	90 833 400)(	688 265 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	1 185 100)(	36 901 200)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	76 697 500	73 271 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	1 314 900	11 405 050
	20	78 012 400	84 676 550
Cotisations salariales des employés	21 (	41 825 600)(	42 023 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	36 186 800	42 653 450
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	8 328 000	7 279 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		(3 736 150)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	44 514 800	46 196 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	147 097 300	139 065 600
Rendement espéré des actifs	32 (	148 414 500)(	139 927 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(1 317 200)	(861 900)
Charge de l'exercice	34	43 197 600	45 335 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	123 690 137	133 423 422
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	(148 414 500)	(139 927 550)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(24 724 363)	(6 504 128)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(7 011 800)	85 969 760
Prestations versées au cours de l'exercice	39	125 827 700	108 429 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	2 374 123 000	2 213 353 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	2 056 300	3 160 700
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	1 185 100	1 161 800
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	37 951 600	36 994 100
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	289 802 300	305 620 000
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	17	16
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	9	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	7,00 %	6,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	7,00 %	6,60 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,85 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,10 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	8
Autres avantages sociaux futurs	54	6

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

L'Administration municipale et la Société de transport de Laval offrent des régimes de retraite supplémentaires non capitalisés à certains de leurs employés. Grâce à ces régimes, les participants acquièrent des droits à certaines prestations non payables en vertu du régime de retraite en raison des limites fiscales.

Les employés de l'Administration municipale et de la Société de transport de Laval bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi qui comprennent notamment l'assurance vie, la couverture de soins de santé, un régime de continuation de salaire temporaire durant l'invalidité ainsi que le maintien des protections d'assurances lors de certaines absences prolongées. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(136 418 099)	(133 019 748)
Charge de l'exercice	56 (	11 566 997)(	11 463 539)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	7 030 123	8 065 188
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(140 954 973)	(136 418 099)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	134 154 423)(	129 095 449)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(134 154 423)	(129 095 449)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(6 800 550)	(7 322 650)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(140 954 973)	(136 418 099)
Provision pour moins-value	64 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(140 954 973)	(136 418 099)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	14	14
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	134 154 423)(	129 095 449)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	134 154 423)(	129 095 449)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	6 315 097	7 123 839
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		1 173 000
	72	6 315 097	8 296 839
Cotisations salariales des employés	73 (	)	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)	)
	75	6 315 097	8 296 839
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	275 000	(1 458 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		(78 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪ Pertes actuarielles constatées dans l'exercice	81.1	18 200	35 600
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	6 608 297	6 795 939
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	4 958 700	4 667 600
Rendement espéré des actifs	84 (	)	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	4 958 700	4 667 600
Charge de l'exercice	86	11 566 997	11 463 539
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	(797 100)	(19 062 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	91	7 029 965	8 065 188
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	14	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,00 %	4,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	2,85 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	5,83 %	5,83 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	3,57 %	3,57 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2043	2043
Autres hypothèses économiques			
▪ Croissance des soins dentaires (%)	103.1	4	4

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés syndiqués de la Société de transport de Laval couverts par les accréditations du Syndicat des chauffeurs de la Société de transport de Laval (SCFP) et le Syndicat des employés de terminus de la Société de transport de Laval (SCFP) participent au Régime de retraite des chauffeurs d'autobus de la Société de transport de Laval, alors que les employés couverts par les accréditations du Syndicat des employés d'entretien de la Société de transport de Laval (CSN) et le Syndicat des employés de bureau de la Société de transport de Laval (CSN) participent au Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien de la Société de transport de Laval. La contribution de la Société de transport de Laval se limite à 8,25 % des salaires admissibles pour le Régime de retraite des employés syndiqués de bureau et d'entretien et à 9,00 % des salaires admissibles pour le Régime de retraite des chauffeurs d'autobus.

L'Administration municipale offre un programme d'allocation de retraite à ses employés cols bleus. Sa participation se limite à 4,00 % des salaires versés.

Ces trois régimes sont, à des fins comptables, des régimes à cotisations déterminées.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	8 633 934	8 185 906
	110	8 633 934	8 185 906

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	22	22

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	91 100	88 798
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	307 424	301 014
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	153 074	174 264
	121	460 498	475 278

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	702 729 800	697 602 629	697 602 629	728 749 708
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	112 088 000	111 922 295	111 922 295	52 347 292
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5	16 400 400	16 370 642	16 370 642	16 176 508
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10	3 160 900	2 526 057	2 526 057	3 215 498
	11	834 379 100	828 421 623	828 421 623	800 489 006
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	80 516 500	78 932 498	78 932 498	79 301 076
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15				
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16				
Autres					
▪ Contrôle des moustiques	17.1	596 000	601 374	601 374	599 164
▪ Disposition de la neige	17.2	4 870 000	5 558 899	5 558 899	5 439 165
▪ Transport en commun régional	17.3		(1 753)	(1 753)	28 356
Centres d'urgence 9-1-1	18	2 900 000	3 432 292	3 432 292	3 214 430
Service de la dette	19	18 035 000	19 299 825	19 299 825	19 606 797
Pouvoir général de taxation	20	2 600 000	2 193 340	2 193 340	1 286 661
Activités de fonctionnement	21				
Activités d'investissement	22				
	23	109 517 500	110 016 475	110 016 475	109 475 649
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	24				
Autres	25				
	26				
	27	109 517 500	110 016 475	110 016 475	109 475 649
	28	943 896 600	938 438 098	938 438 098	909 964 655

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement 29	112 500	111 541	111 541	59 735
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures 30	1 176 400	3 363 474	3 363 474	1 256 762
Compensations pour les terres publiques 31				
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 32	4 373 600	2 569 474	2 569 474	4 266 784
Cégeps et universités 33	2 592 000	4 335 571	4 335 571	2 618 250
Écoles primaires et secondaires 34	9 454 000	9 156 853	9 156 853	9 102 929
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux 35				
36	17 708 500	19 536 913	19 536 913	17 304 460
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 37	5 367 400	3 629 162	3 629 162	5 466 224
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 38	706 000	100 878	100 878	523 507
Taxes d'affaires 39				
40	6 073 400	3 730 040	3 730 040	5 989 731
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 41				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 42				
43				
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 44				
Autres 45				
46				
47	23 781 900	23 266 953	23 266 953	23 294 191

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	1 752	1 752	15 748
Sécurité publique				
Police	49	6 895 800	7 521 828	7 891 579
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	393 243	393 243	56 800
Sécurité civile	52			(68 166)
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	620 800	613 882	658 906
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57		857 461	1 065 052
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	488 000	147 251	204 846
Réseau de distribution de l'eau potable	65	853 200	843 007	899 714
Traitement des eaux usées	66	287 500	284 283	301 868
Réseaux d'égout	67	533 900	486 533	476 940
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	7 213 000	5 983 154	7 990 060
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	4 008 300	3 190 612	3 256 202
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76	800	(95 625)	4 241
Autres	77			
Sécurité du revenu	78	2 581 503	2 581 503	373 414
Autres	79	733 000	2 924 642	2 812 702
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	7 128 986	7 128 986	170 000
Rénovation urbaine	81	64 000	165 660	152 309
Promotion et développement économique	82	970 000	2 955 978	1 770 298
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	327 600	318 768	295 388
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	1 226 100	1 187 244	1 234 063
Autres	86	1 439 300	2 987 494	2 566 821
Réseau d'électricité	87			
	88	25 661 300	39 620 195	32 128 785

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2025	2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89	10 918 600		
Sécurité publique				
Police	90	20 000		1 360 000
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92	737 000		
Sécurité civile	93	82 000	82 000	
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	18 149 737	2 380 960	6 127 704
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98		25 871 691	41 192 160
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104	2 400 000		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	2 843 000	6 340 731	3 161 568
Réseau de distribution de l'eau potable	106	19 472 937	23 586 046	10 428 390
Traitement des eaux usées	107	5 948 700	10 819 499	5 709 654
Réseaux d'égout	108	18 393 226	15 537 584	16 209 607
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115	14 086 590	14 086 590	6 536 134
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	13 318 000	45 305 770	8 761 528
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	2 335 000	31 632 061	12 202 221
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	94 536 200	149 771 241	175 642 932
				111 688 966

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 130				
Péréquation 131				
Neutralité 132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 134	14 200 000	14 324 405	14 324 405	12 467 412
Fonds de développement des territoires 135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 136				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 137	32 300 000	31 987 780	31 987 780	22 812 597
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 138	3 072 500	4 855 420	4 855 420	3 350 833
Autres 139	4 225 000	4 227 980	4 227 980	4 227 980
	140	53 797 500	55 395 585	42 858 822
TOTAL DES TRANSFERTS 141	173 995 000	244 787 021	271 516 173	186 676 573

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	25 000	21 942	333 989
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			177 984 716
Autres	156			8 941 350
	157	25 000	21 942	187 260 055
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	25 000	21 942	187 260 055
				184 791 582

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186			
Évaluation	187	100 000	297 880	17 365
Autres	188	5 804 100	6 159 469	6 363 694
	189	5 904 100	6 457 349	6 381 059
Sécurité publique				
Police	190	1 745 500	631 163	983 266
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	60 000	169 942	
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	1 805 500	801 105	983 266
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	647 000	723 833	486 303
Enlèvement de la neige	197	325 000	518 740	219 670
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	972 000	1 242 573	705 973
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	180 000	190 535	104 649
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208	458 000	440 730	423 349
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210	180 000	206 806	93 300
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	10 000		3 906
	215	828 000	838 071	625 204

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	371 100	344 597	134 886
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	160 000	492 638	245 843
Autres	224			
	225	531 100	837 235	380 729
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	5 643 000	5 001 491	11 238 216
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	135 000	124 043	117 079
Autres	228			
	229	5 778 000	5 125 534	11 355 295
Réseau d'électricité	230			
	231	15 818 700	15 301 867	20 431 526
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	15 843 700	15 323 809	205 223 108

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	9 200 000	10 818 414	9 585 874
Droits de mutation immobilière	234	85 000 000	88 357 992	84 029 284
Droits sur les carrières et sablières	235		9 258 362	9 258 362
Autres	236	853 100	1 321 652	757 101
	237	95 053 100	109 756 420	94 372 259
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	23 061 700	21 280 398	22 211 810
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	25 256 000	18 314 858	30 343 304
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	4 587 300	6 437 824	6 582 668
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		2 153 510	423 822
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	1 225 000	2 729 464	4 181 257
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		(177 083)	(60 939)
Contributions des promoteurs	245	4 500 000	14 309 565	4 358 210
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248	8 547 000	9 898 886	
Autres	249	501 000	3 105 553	2 477 916
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	8 287 900	19 620 174	19 343 251
	252	23 060 900	49 640 495	30 723 517
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	8 855 400	8 408 636	22 416	8 431 052	8 431 052	7 326 285
Greffé et application de la loi	2	33 599 100	34 977 959	105 995	35 083 954	35 083 954	32 627 197
Gestion financière et administrative	3	75 851 300	76 324 221	1 944 650	78 268 871	78 268 871	79 167 156
Évaluation	4	10 521 300	11 132 336	524 488	11 656 824	11 656 824	10 796 246
Gestion du personnel	5	26 855 000	25 859 990	778 261	26 638 251	26 638 251	26 724 450
Autres							
▪ Autres	6.1	4 087 900	2 049 557	12 030 464	14 080 021	14 080 021	31 920 888
	7	159 770 000	158 752 699	15 406 274	174 158 973	174 158 973	188 562 222
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	169 201 600	179 202 286	7 846 917	187 049 203	187 049 203	185 979 928
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9		1 785 802		1 785 802	1 785 802	439 061
Autres	10	66 080 500	62 550 229	3 497 031	66 047 260	66 047 260	66 739 611
Sécurité civile	11	2 298 900	2 059 851	1 058 539	3 118 390	3 118 390	2 570 114
Autres	12	7 674 100	7 850 113	1 275	7 851 388	7 851 388	7 565 721
	13	245 255 100	253 448 281	12 403 762	265 852 043	265 852 043	263 294 435
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	50 357 100	63 403 673	55 333 189	118 736 862	118 736 862	113 809 270
Enlèvement de la neige	15	54 122 800	70 632 179	1 085 557	71 717 736	71 717 736	55 662 620
Éclairage des rues	16	5 561 400	6 483 998	3 011 012	9 495 010	9 495 010	8 232 967
Circulation et stationnement	17	12 975 800	10 370 257	3 761 982	14 132 239	14 132 239	12 642 644
Transport collectif							
Transport en commun	18	112 387 000	112 237 163		112 237 163	315 138 800	312 044 652
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	66 000	35 241		35 241	35 241	23 769
	22	235 470 100	263 162 511	63 191 740	326 354 251	529 255 888	502 415 922

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	19 217 800	20 926 205	10 940 455	31 866 660	31 676 809	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	20 239 800	22 726 532	13 847 029	36 573 561	32 321 419	
Traitement des eaux usées	25	27 090 200	29 029 732	9 528 164	38 557 896	33 819 542	
Réseaux d'égout	26	18 562 400	24 248 053	23 338 297	47 586 350	44 360 086	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	12 236 200	11 985 447		11 985 447	12 418 631	
Élimination	28	15 236 400	14 712 894	4 875	14 717 769	15 894 718	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	11 368 700	11 601 677	532 044	12 133 721	13 086 878	
Tri et conditionnement	30	797 500	986 196		986 196	7 888 604	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	8 224 000	7 646 998	971 997	8 618 995	7 571 366	
Traitement	32	4 308 300	3 947 110		3 947 110	2 817 184	
Matériaux secs	33	4 981 200	4 257 003	203 324	4 460 327	5 103 674	
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	16 571 300	15 112 695	973 572	16 086 267	20 670 786	
Autres	39	8 571 500	5 792 293	192 468	5 984 761	5 831 173	
	40	167 405 300	172 972 835	60 532 225	233 505 060	233 460 870	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	5 885 800	9 299 854		9 299 854	5 122 568	
Autres	42					288 603	
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	17 973 100	27 310 234		27 310 234	23 053 903	
	45	23 858 900	36 610 088		36 610 088	28 465 074	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations 2025	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	25 982 000	25 696 837	803 473	26 500 310	26 500 310	25 781 213
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	872 200	627 789		627 789	627 789	512 565
Autres biens	48	1 044 600	364 820		364 820	364 820	530 574
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	14 911 900	15 274 811		15 274 811	15 274 811	14 922 157
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	10 800	10 307		10 307	10 307	9 513
	53	42 821 500	41 974 564	803 473	42 778 037	42 778 037	41 756 022
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	8 935 400	9 060 981	1 045 359	10 106 340	10 106 340	8 782 738
Patinoires intérieures et extérieures	55	14 867 800	15 192 373	1 861 665	17 054 038	27 534 902	25 875 426
Piscines, plages et ports de plaisance	56	16 480 700	19 799 164	4 287 690	24 086 854	24 086 854	15 986 457
Parcs et terrains de jeux	57	32 088 600	32 906 320	13 596 476	46 502 796	46 502 796	44 270 547
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	77 900	81 928		81 928	81 928	136 355
Autres	60	1 434 100	1 450 618	3 664 316	5 114 934	5 114 934	4 449 263
	61	73 884 500	78 491 384	24 455 506	102 946 890	113 427 754	99 500 786
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	5 185 100	6 409 314	3 281 416	9 690 730	9 690 730	8 299 052
Bibliothèques	63	30 250 600	29 592 327	428 646	30 020 973	30 020 973	28 647 763
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	6 221 500	6 040 381	1 642 748	7 683 129	7 683 129	6 774 119
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	14 616 800	15 089 275	321 073	15 410 348	15 410 348	15 487 484
	67	56 274 000	57 131 297	5 673 883	62 805 180	62 805 180	59 208 418
	68	130 158 500	135 622 681	30 129 389	165 752 070	176 232 934	158 709 204

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	41 816 000	37 194 870		37 194 870	38 868 035	33 877 802
Autres frais	71	1 400 000	2 269 849		2 269 849	2 352 038	1 880 906
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	4 652 600	2 837 700		2 837 700	3 641 500	3 805 700
Autres	73	100 000	631 207		631 207	840 900	511 594
	74	47 968 600	42 933 626		42 933 626	45 702 473	40 076 002
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	167 955 100	182 466 863 (	182 466 863)			